

Dossier

1990 l'année internationale de l'alphabétisation

DÉPLORATION ? ¹

Michel VIOLET

1990 : Année Internationale de l'Alphabétisation. Notre revue se devait d'en parler et de consacrer la place qu'il requiert à un tel effort international pour *"donner un nouvel élan au travail d'alphabétisation entrepris dans le monde, pour encourager la recherche et l'évaluation, pour accroître l'efficacité des personnes et des organisations engagées dans cette lutte"*². Bien que sachant pertinemment dès le début que les problèmes justifiant cette entreprise se rencontrent dans des contextes sans comparaisons possibles avec le nôtre et sont assez éloignés de nos préoccupations habituelles, nous espérions malgré tout apporter à la lumière de notre expérience, notre modeste part à la réflexion générale. Il ne faut pourtant pas cacher notre désarroi et nos hésitations au fur et à mesure que nous nous informions. Et cela pour trois raisons.

Certes nous avons quelques lueurs sur "l'état du monde" et sur l'ampleur de la tâche mais de là à imaginer la réalité et les perspectives promises pour un avenir prochain ! Qu'on se rassure. Pour ne pas abonder dans la déploration, nous ne recommencerons pas ici la litanie des chiffres dont l'essentiel figurait dans l'éditorial de notre numéro précédent³ ; chiffres qui d'ailleurs ne rendent pas compte de l'intégralité des difficultés. En outre, la presse écrite - rompant quelque peu avec son indifférence habituelle - a répercuté les informations communiquées à cette occasion par les organismes spécialisés. Nous nous sommes donc limités à quelques tableaux figurant au long des articles. Il faut malgré tout noter la réticence des pays concernés à livrer les informations qu'on leur demande. Honte ? Réaction à une curiosité ressentie comme malsaine ?

Une autre raison de notre perplexité est la conviction qu'avec les apparences de la meilleure volonté on se propose, autant que faire se peut, de remédier aux conséquences d'une situation géo-politique et géo-économique dont les causes et les enjeux dépassent les responsables et les acteurs de cette Année Internationale de l'Alphabétisation (aussi louables que soient leurs intentions, méritoires leurs raisons d'agir et difficiles les contradictions dans lesquelles ils sont). Encore que tous les acteurs ne doivent pas être confondus dans la même impuissance. Comme on a pu le constater à Jomtien, le E.M.I. (dont on sait le rôle dans les options budgétaires des pays du Sud) et la Banque Mondiale (pourvoyeuse de fonds) sont des instances incontournables qui, en cette période de confusion politique et d'économisme forcené, "font la loi" et exercent un leadership incontesté dans toute réflexion et dans toute décision concernant les politiques d'éducation.

¹ Ce titre est emprunté à un "spécialiste" de la lecture qui, au cours d'un débat sur le thème "Le livre au secours de l'alphabétisation" organisé au Salon du Livre de Paris dans le cadre de l'Année Internationale de l'Alphabétisation, regrettait une "déploration" générale que rien ne justifiait : la lecture se portait bien, le succès du Salon en apportait la preuve !

² Le défi 1990. Journal de l'AJA UNESCO n°1.

³ AL n°29, mars 1990, p.14

Enfin, dernière cause de nos hésitations: l'apparent déphasage, évoqué plus haut, entre notre réflexion à propos de la lecture en France et l'état de sous-scolarisation et d'analphabétisme des pays pauvres. Ce déphasage est renforcé par le fait qu'on ne parle que d'"alphabétisation" et de "scolarisation" à propos de ces derniers comme s'il fallait obligatoirement qu'ils passent par où nous sommes passés pour connaître ensuite les difficultés que nous n'arrivons pas à résoudre. Au moins pourrait-on espérer que de l'expérience antérieure des uns, les autres tireront les leçons pour éviter les erreurs et les impasses. On verra plus loin qu'on n'en prend pas le chemin. Le constat que les pays industrialisés sont maintenant confrontés à la nécessité que s'instaure un autre rapport à l'écrit (de plus en plus présent mais dont la fonction et la nature ont changé) alors que, dans les pays les plus pauvres, toute politique de lecture se heurte à l'absence d'écrit dans la vie quotidienne et dans l'environnement de la majorité des populations, entretient l'idée que les différences ne sont pas dans le degré mais dans la nature des problèmes. Il semble alors évident que les réponses aux impératifs scolaires, culturels et économiques de cette fin de siècle dans les pays semblables à la France ne peuvent être des solutions immédiates pour les pays les moins avancés. Ce qui est faux à beaucoup d'égards. On lira dans l'article de Jean FOUCAMBERT comment l'écrit et la lecture pourraient participer aux processus de développement pourvu qu'on leur confère immédiatement dans les pays pauvres les rôles qui sont maintenant les leurs dans les pays industrialisés et qu'on n'emprunte pas là-bas les chemins qu'on a du mal à abandonner ici.

Pas de déploration donc, mais la vérité tout de même. La sous-scolarisation des enfants et l'analphabétisme des adultes en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans les Caraïbes, sont intimement liés à la pauvreté et au sous-développement. Pourtant beaucoup de pays "en voie de développement" dès leur indépendance avaient accordé une priorité à l'éducation et jusqu'en 1980, les efforts entrepris, aboutissaient à une réduction de l'analphabétisme chez certains comme en témoignent les statistiques des tableaux en annexe. Depuis, les situations se dégradent et les difficultés sont dramatiques. Déploration ou pas, la liste est longue des raisons de cette aggravation. Les chiffres qui en illustrent les aspects ou les conséquences vous font tomber les bras le long du corps : guerres civiles ou étrangères, surarmement⁴, tarifs des matières premières dictés par les pays riches, gestions des fonds aberrantes et inflations galopantes, classes dirigeantes corrompues et gouvernements autoritaires mis en place par ces mêmes pays riches comme remparts contre l'expansion soviétique ou la naissance de forces révolutionnaires ou simplement contestataires et "*qui ont exclu les populations de toute contribution importante aux orientations nationales*"⁵, accroissements démographiques provoquant des déficits alimentaires et des états sanitaires critiques,⁶ (6) etc. Qu'un hebdomadaire, comme "L'Express" pourtant peu suspect de turpitudes à l'encontre des systèmes en place consacre un de ses numéros du mois d'avril dernier à l'Afrique en l'intitulant : "**le naufrage d'un continent**" suffit à prouver l'ampleur des difficultés !

Ce sont évidemment les pays les plus pauvres qui ont souffert le plus de la crise économique. Au cours des années 80, une cinquantaine de pays endettés, et soumis de ce fait aux diktats budgétaires du F.M.I., ont diminué la part réservée à l'éducation. Les conséquences sont spectaculaires : renvois d'instituteurs⁷ ou abaissement de leur rémunération qui les démobilise ou diminue le niveau de leur recrutement, fermeture d'établissements pourtant en nombre insuffisant⁸, manque de locaux, de fournitures scolaires et d'ouvrages de toutes sortes...

⁴ Il a été calculé qu'actuellement dans le monde, on dépensait 20 000 dollars pour un soldat et 320 dollars pour un enfant.

⁵ Adebayo ADEDEJI, secrétaire de la Commission Économique pour l'Afrique.

⁶ Phénomène sans précédent, si le rythme d'accroissement se maintient, la population africaine continuera de doubler tous les 22 ans (rapport de la Banque Mondiale).

⁷ 46 000 au Zaïre... 2 500 en Jamaïque par exemple. (Le Monde du 06.03.90).

⁸ Ce manque d'écoles a des conséquences qu'on n'imagine pas. Au Burkina-Faso, par exemple, un effort pour implanter des écoles en zone rurale a fait passer le trajet quotidien des enfants scolarisés en primaire de 12 à 8 km en moyenne.

Cette réalité est présente dans les textes qui composent notre modeste dossier. C'est elle sans doute et le constat qu'avec le phénomène de l'illettrisme dans les pays nantis le mal devenait universel qui ont justifié la décision d'une Année Internationale de l'Alphabétisation. Mais c'est aussi un nouveau discours sur la rentabilité économique de l'éducation, rentabilité supérieure à celle des de la plupart des autres types d'investissements selon des enquêtes menées par la Banque Mondiale. Ce discours a été celui des représentants de cette même Banque Mondiale à Jomtien en Thaïlande, lors de la Conférence sur "**L'Éducation pour tous : répondre aux besoins éducatifs de base**". Il fallait sans doute qu'une telle institution s'avise de cet aspect des choses... pour qu'on se mette à accorder de l'importance à ce à ce qu'apparemment on avait contribué à détériorer. Comment ne pas tenir pour suspect ce changement d'attitude ? Pourquoi cette volonté soudaine de scolariser ? On songe aux raisons profondes qui, il y a un siècle, animaient un Jules FERRY soucieux de canaliser la revendication populaire "d'accession au savoir" !

Cette conférence de Jomtien est la manifestation majeure de l' A.I.A. jusqu'à maintenant. Organisée conjointement par L'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et la Banque Mondiale, elle a réuni des responsables d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales de pays riches et pauvres. Parce que "*l'incapacité d'un pays d'investir dans le domaine de l'éducation entrave tous ses efforts de développement*" comme l'ont rappelé les représentants des instances internationales organisatrices de la conférence, il y a été décidé que priorité serait donnée à l'éducation et singulièrement à l'enseignement primaire et à l'alphabétisation. La Banque Mondiale doublera ses prêts (on passera à compter de cette année de 800 millions de dollars à 1 milliard et demi). L'universalisation de l'enseignement primaire d'ici à l'an 2000 est possible selon James GRANT de l'UNICEF. Il y faudra 5 milliards de dollars par an pendant 10 ans. Ces fonds qui devront venir des pays industrialisés mais aussi "*des pays en voie de développement eux-mêmes*" ne représentent guère, toujours selon James GRANT "*que 2 semaines de dépenses militaires des pays en développement, ou deux années des dépenses publicitaires pour les cigarettes aux États-Unis ou encore deux ans de dépenses de vodka en URSS*" !!!

Même s'ils ont eu l'impression qu'on leur forçait la main, les représentants du Tiers-Monde ont accepté ces objectifs prioritaires. Certains pourtant - ceux des pays d'Amérique Latine et des pays francophones notamment ainsi que bon nombre d'O.N.G. - n'ont pas manqué de souligner que ces incitations à résoudre financièrement les problèmes sous prétexte d'économisme bien conçu occultaient un certain nombre de problèmes qui ne disparaîtraient pas pour autant. Ces problèmes sont aussi, en permanence présents dans les textes de notre "dossier".

- C'est ainsi que Jomtien semble avoir pris acte de l'échec de la politique des "experts" pour l'économie ou l'éducation, des conseillers étrangers et de leurs vastes plans imposés avec une totale méconnaissance des besoins et des réalités locales⁹ (9). Mais les dictatures, l'accaparement des ressources par les classes au pouvoir, les enjeux internationaux disparaîtront-ils pour autant ? Les échecs actuels sont en premier lieu ceux des gouvernants qui ont ignoré, réprimé ou confisqué la participation populaire ? On sait pourtant que les projets de développement (de l'éducation au même titre, sinon plus, que des autres domaines) ne peuvent se passer de la participation des intéressés eux-mêmes et que leur participation ne peut se passer de la démocratie.

- L'augmentation des prêts de la Banque Mondiale représente un incontestable ballon d'oxygène pour certains gouvernements. Mais il s'agit de prêts à des pays croulant déjà sous leurs dettes. Malgré leur demande rien n'a été dit sur ce sujet à Jomtien. La sous-scolarisation et l'analphabétisme sont liés à la pauvreté et...l'endettement s'accroissant... Qu'espère-t-on de telles solutions ?

⁹ On estime que dans une trentaine de pays, les directives de "restructuration" du F.M.I. ont provoqué une inflation énorme et l'augmentation de la misère des plus démunis.

● Donner la priorité à l'enseignement primaire suppose qu'on s'attache en même temps à supprimer ce qui, actuellement, le rend inefficace et profondément inadapté. On lira plus loin le témoignage de Raymond MILLOT sur le système éducatif burkinabé, véritable héritage colonial, calqué sur le modèle français de la 3^{ème} république, avec tout ce que cela sous-entend d'archaïsme pédagogique et d'inefficacité. Par ailleurs, s'il faut que cesse la "fabrication" onéreuse de diplômés dans les universités étrangères, comme c'est le cas actuellement pour beaucoup de pays, pour qu'on puisse développer l'enseignement de base, la solution n'est pas pour autant trouvée. C'est aussi Raymond MILLOT qui signale l'espoir de promotion sociale que représente la scolarisation primaire alors que, paradoxe, la réussite à l'école transforme les petits paysans africains en citoyens déracinés et frustrés, dotés d'un certificat d'études inutile dans un contexte économique caractérisé par une fonction publique saturée et un taux de chômage énorme. En 1880, si les Français étaient pauvres, la France était riche et les emplois qu'offraient l'industrialisation et l'essor économique pouvaient donner l'illusion que l'école de Jules FERRY satisfaisait l'espoir de libération sociale qu'en attendaient beaucoup.

C'est pourquoi les sommes indiquées par James GRANT (et les comparaisons avec d'autres budgets) sont trompeuses à plus d'un titre. C'est faire croire que la scolarisation est une fin en soi. Mais même si c'était le cas, et pour reprendre le sujet qui nous occupe en premier lieu, croit-on qu'on éradiquera l'analphabétisme en alphabétisant uniquement ? Sans que naisse et se développe conjointement un usage de l'écrit qui suppose, outre les conditions socio-politiques suscitant cet usage, une presse importante, des bibliothèques un système d'édition, une littérature, en d'autres termes, des réseaux de communication écrite ? On peut douter que le coût de tels changements dans les pratiques culturelles des populations soit inclus dans les chiffres avancés à Jomtien.

Notre histoire collective et personnelle nous empêche de concevoir un accès au savoir qui ne passerait pas par l'école et par conséquent d'imaginer une autre solution que la généralisation de la scolarisation aux maux que connaît le Sud. Or cette solution n'est, pour les raisons économiques, démographiques et politiques qu'on a vues, probablement pas possible ni même souhaitable. Ce qui s'ébauche en maints endroits en dehors des circuits officiels, sinon grâce aux O.N.G. du moins avec elles, laisse entrevoir une alternative intéressante.

● Jomtien, a-t-on pu lire, c'est la revanche des O.N.G.. Pour plusieurs raisons dont la plus importante est que la priorité donnée à l'enseignement primaire va se traduire, malgré l'aide internationale, par l'abandon par les gouvernements autochtones de certains secteurs (dont, par exemple, l'alphabétisation des adultes). Les O.N.G. qui vont bien être les seules à pouvoir les assurer ont été appelées en renfort. Or, on peut s'interroger sur l'existence de plus de 4 000 organisations de ce type en Occident qui mobilisent 3 milliards de dollars dont 1 milliard est affecté à l'Afrique. 600 O.N.G. interviennent à des titres différents dans le Nord du Burkina-Faso ! En cette période de repliement et d'âpreté économique, l'humanitaire fait florès ! À défaut de justice, la charité. Les O.N.G. sont nos bonnes œuvres, nos dames de charité. Loin de nous l'idée de leur faire injure ou de nier l'efficacité des actions qu'elles mènent, mais il faut se garder de les considérer comme la "panacée du développement" tant que les gouvernements (du Sud comme du Nord) ne changeront pas leurs orientations et leurs stratégies¹⁰. Sans aller jusqu'à suggérer comme le fait le docteur EMMANUELLI qu'au moins en France, l'humanitaire conduit surtout à des postes de Secrétaire d'État, on peut convenir avec lui que les O.N.G. ayant encore de beaux jours devant elles, il faut "*trouver une morale à cette morale*" et se donner les garanties que les actions n'ont pas

¹⁰ Ce n'est pas faire preuve d'esprit partisan que de citer l'exemple de Cuba à propos duquel tout le monde reconnaît les étonnantes réussites dans le domaine de la santé et de l'éducation malgré une situation à l'issue de la dictature semblable à celles que connaissent les pays du Tiers-Monde. Preuve que les solutions sont politiques et dépendent des options gouvernementales relayées par un engagement de la population.

pour principale fonction d'assurer l'existence de ceux qui les font¹¹ (d'autant plus que ce qui se fait donne rarement lieu à évaluation).¹²

Les O.N.G. semblent abandonner certaines pratiques et, en multipliant les échanges d'expériences, faire un effort pour coordonner et rationaliser leurs interventions. Elles sont conduites à œuvrer de plus en plus dans le cadre d'un développement participatif au service de communautés locales. À cela plusieurs raisons : d'abord l'inefficacité dispendieuse des projets d'assistance "parachutés" (que leurs destinataires refusent de plus en plus) mais surtout l'émergence, à travers les nombreux organismes communautaires (associations, coopératives, syndicats de villages, unions d'immigrés, de femmes...) qui se créent, d'une volonté des populations de ne plus avoir un statut d'assistées et de prendre en mains leur propre développement en dehors des instances administratives. Les O.N.G. sont passées de l'assistance à la collaboration avec ces organismes locaux, à la participation à des projets qu'elles n'ont pas définis elles-mêmes. C'est ainsi qu'apparaissent dans certains pays des mouvements mobilisateurs suffisamment puissants et déterminés pour être incontournables par les organismes officiels. On lira dans le témoignage de Ndongo MBAYE, par exemple, une illustration de cette volonté de communautés de pourvoir à leurs besoins. Devant la faillite des politiques centralisées et l'impossibilité économique d'adopter, en matière de scolarisation notamment, les solutions officiellement préconisées, il y a là, semble-t-il, l'ébauche d'une autre voie et une réponse aux préoccupations qu'exprime Jean FOUCAMBERT dans son article. Voie difficile certes parce que sans véritables précédents, qu'il faut inventer en l'empruntant, qu'il faut aider. Voie intéressante pour une éducation communautaire, à condition que les habitudes culturelles n'en excluent pas les enfants et les femmes.

- Tous les témoignages concordent : l'alphabétisation "pure et simple" ne se fait plus que rarement. Elle est inscrite dans des projets plus larges qui lui donnent une fonctionnalité - ce qui est bien. Mais on s'oriente de plus en plus, surtout pour les adultes, vers une alphabétisation dans la langue maternelle - ce qui l'est peut-être moins. L'argument avancé est la garantie du succès (a-t-on mesuré cette garantie ?) quand cette alphabétisation s'exerce sur une langue qui n'introduit pas de rupture avec les préoccupations, les modes de pensée et les représentations des publics intéressés. C'est le souhait des acteurs locaux : l'article de Ndongo MBAYE exprime cette volonté militante d'émancipation politique et culturelle qui préside au refus de l'écrit arabe, français ou anglais. Elle est cohérente avec ce qu'on a pu dire de l'éducation communautaire. Il n'empêche qu'on peut douter de l'intérêt d'enseigner la lecture d'écrits "fabriqués" par des linguistes (la plupart étrangers) à partir de la transcription de langues vernaculaires que probablement personne ne lira : ni les alphabétisés du fait du manque d'écrit autre que de marquage ou seulement informatif dans ces langues, ni les "lettrés" qui lisent autre chose. L'argument le plus faible, et qui contredit les précédents, est que cette alphabétisation est préparatoire à celle qui se fera ensuite dans une autre langue. Le débat, qui ajoute encore aux difficultés, reste ouvert.

L'Année Internationale de l'Alphabétisation a été présentée par ses responsables comme un "défi" susceptible de mobiliser toutes les énergies disponibles. La conférence mondiale de Jomtien voulait "faire prendre conscience aux gouvernements, aux institutions de financements et aux communautés non-gouvernementales" de l'urgence que représente l'éducation en créant "un large consensus autour d'une conception pratique et rentable de l'éducation pour tous"¹³. Même si ce langage (et les invités qui l'ont accompagné comme celle de rendre les enseignements techniques et supérieurs dépendants des entreprises privées par exemple) inquiète ceux pour qui l'éducation doit être au service de la personne, il a le mérite d'être clair et de placer les problèmes et les solutions sur leur vrai terrain. Celui de l'économie mondiale, des rapports Nord-Sud, des enjeux géo-

¹¹ L'humanitaire : détournement de biens moraux. Xavier EMMANUELLI, cofondateur de Médecins sans frontières. Le Monde du 17.04.90

¹² L'argument - réaliste - avancé est que le coût de leur évaluation grèverait les projets d'une part importante de leur budget.

¹³ Document préparatoire à la conférence.

politiques. C'est là que se situe le vrai défi. Si rien ne change dans l'ordre du monde, les questions qu'on se pose à propos des pays les plus déshérités risquent de durer : alphabétiser pour lire quoi ? Scolariser pour quels emplois ? Éduquer pour quel avenir ?

Michel VIOLET